

ANTIRESSE

N° 273 | 21.2.2021

**Switzerland, Inc.:
un suisside assisté**

Assassinats ciblés

**Le manifeste
Bogomolov**



Observe • Analyse • Intervient



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Le naufrage de Switzerland, Inc.

OU COMMENT LA PRIVATISATION DE LA SCIENCE, DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION SANITAIRE SUISSES A CONDUIT UN PAYS JADIS PROSPÈRE ET INTELLIGENT À UN SUICIDE SORDIDE ET IDIOT.

*«Moi je n'étais rien et voilà
qu'aujourd'hui
Je suis ton médecin et tout ce qui
s'ensuit...»*

(Ballade de la Task Force, d'après
Cabrel.)

Le mardi 16 février, les initiants de la pétition Lockdown Stop ont déposé au Conseil fédéral leur requête forte de 243'000 signatures. Pourquoi cette date? Ils l'expliquent eux-mêmes:

Actuellement, la Confédération suisse s'endette chaque semaine de 1'008 millions de francs suisses. C'est un chiffre incroyable qui représente 6 millions par heure. Malgré cela, le Conseil fédéral était en vacances la semaine dernière ! De notre côté, nous avons donc décidé de pour-

suivre nos efforts et de présenter la pétition avant la prochaine réunion du Conseil fédéral, qui se tiendra demain, le mercredi 17 février prochain. Ainsi, nous envoyons un signal fort au Conseil fédéral pour qu'il renonce à ses mesures nuisibles et insensées pour la population et pour tout le pays.

Un quart de million de pétitionnaires pour ce petit pays, c'est l'équivalent de 2 millions de signatures en France. Le signal a-t-il été assez fort? Non, bien entendu. A peine rentré de ses vacances, le gouvernement a prolongé celles de ses concitoyens. Si les magasins peuvent ouvrir, les restaurants et les cafés restent fermés. On les rouvrira peut-être en avril. Cela dépendra du taux d'incidence de l'épidémie, du taux d'occupation des

hôpitaux et probablement aussi de l'indice de luminosité de la Lune en phase gibbeuse.

Ceci alors même que la maladie reflue, que son impact sur la santé n'a plus grand-chose à voir avec la première vague, et que la lecture des chiffres de mortalité pondérée par le vieillissement de la population tend à indiquer qu'il ne s'est rien passé de si extraordinaire en 2020, sinon que les membres les plus âgés d'une société vieillissante sont partis un peu plus vite — notamment, parce qu'on leur a signifié par tous les canaux disponibles que l'on n'avait plus besoin d'eux.

VOUS N'ÊTES QU'UNE STATISTIQUE

On aurait donc aimé entendre les autorités de ce pays connu pour sa *pondération* s'exprimer à peu près comme suit: «*Nous allons pondérer l'impact de l'épidémie et des mesures prises pour la contrer avec les autres composantes de la vie sociale et de la santé des citoyens, y compris leur santé mentale.*»

Ceci eût été d'autant plus urgent que les nouvelles se multiplient quant au délabrement psychique de la population. Un sondage commandité par la *Task Force* du gouvernement elle-même en atteste. Le texte original est en anglais — quoi de plus normal dans *Switzerland, Inc.*? — mais on peut en consulter la traduction française. La «forte augmentation de la proportion de personnes présentant des symptômes dépressifs sévères» serait-elle plutôt due, selon ces experts, au virus SARS-CoV-2 ou aux

mesures prises pour le combattre? Devinez! Nos *sachants* sont blancs comme neige. La preuve: le remède qu'ils recommandent en priorité consiste à... *réduire le nombre de cas!* Autrement dit, à *prendre encore plus de mesures psychologiquement dévastatrices!*

S'agissant de *cas* et non de *malades*, on pourrait aussi s'interroger sur la pertinence même de ce critère, mais il ne faut pas trop en demander aux robots scientifiques. Autrement dit: on vous infligera encore du même: bureaucratique, nocif, non évalué, non scientifique. Parce que le critère de *scientificité* eût consisté au moins à prendre en compte les études du plus haut niveau contestant l'efficacité des confinements, du port du masque, des tests PCR, etc. Mais de toute évidence, les arguments *en défaveur de la politique du pire* sont systématiquement et partialement laissés de côté.

On n'a donc pas entendu ce 17 février le langage de la *pondération* mais encore une fois et exclusivement le langage de la *peur* et de l'*intimidation*.

POURVU QUE LA MALADIE SE PORTE BIEN...

On pourrait citer la gestion helvétique de la pandémie comme un cas d'école de ce que le psychiatre Mark McDonald appelle une «psychose délirante de masse» où la peur de l'*infection* s'est substituée à la peur de la *maladie* qu'elle peut provoquer ou ne pas provoquer. Les autorités suisses semblent lancées dans un tunnel dont elles ne sortiront pas avant la destruction complète du virus — ou des virus

en général —, ou celle (plus probable) du patient qu'on est censé protéger.

Le paradoxe ubuesque de cette situation, c'est que le bien-être de la population — qui se compose de sécurité biologique, mais également de stabilité matérielle, de confiance dans l'avenir, de libertés civiques, d'intimité sexuelle et familiale, de nourritures culturelles, de contacts humains et d'une bonne dose de déconnade — ne semble apparaître nulle part dans l'horizon mental de ceux qui sont censés la protéger. Ils ne parlent que de taux, de pourcentages... de chiffres, jamais des gens. Comme si la pandémie était un jeu de simulation où les individus ne sont que des vecteurs viraux. De toute évidence, l'hologramme numérique qu'ils ont construit s'est substitué aux êtres de chair et d'os dans leurs têtes. Ils ne tiennent même pas compte de l'étude sur la dépression qu'ils ont eux-mêmes — au travers de leur Task Force — commanditée. Ou plutôt non. Ils en tirent la conclusion exactement opposée à tout bon sens: perpétuer plus strictement encore les conditionnements qui ont conduit un tiers des Suisses, ou peu s'en faut, dans les eaux de la dépression.

«Vous vacillez au bord du suicide? Attendez: sitôt que le taux d'incidence sera tombé en dessous de X, vous n'y penserez plus...» En effet: vous n'y penserez plus, car vous serez morts!

Si la surcharge hospitalière — pas évidente aujourd'hui, mais toujours certaine *demain!* — est une menace si effrayante, ne serait-il pas moins coûteux de financer les hôpitaux et de

construire des structures plutôt que de bloquer toute la société en la poussant dans la dette, la misère et la folie? Voilà le type de raisonnement qui distingue les sociétés qui ont décidé d'éliminer la pandémie de celles qui ont, au contraire, décidé de l'adopter comme chaperon de leur «nouvelle normalité». Et de n'entreprendre aucune de ces mesures concrètes (plus de lits!) qui auraient permis de desserrer l'étau sur la population.

De fait, à entendre les politiques et leurs «experts» ululer les prédictions les plus noires et les plus incriminantes, on se demande la tête qu'ils feraient en annonçant demain la fin de la pandémie, si d'aventure ils y étaient acculés. On a parfois le sentiment que la santé des gens les préoccupe moins que la santé de la maladie...

TASK FORCE, LE SCIENTISME SANS LA SCIENCE

Les deux enquêtrices «santé» chevronnées de *Re-Check*, Catherine Riva et Serena Tinari, ont publié cette semaine une analyse-commentaire qui fera date sur la «scientificité» du corps d'experts qui justifie ou détermine les décisions du Conseil fédéral suisse en matière de Covid-19. Il est hautement probable que les médias de grand chemin la passeront sous silence comme ils écartent tout ce qui contrevient à la narration «gore» adoptée une fois pour toutes. Mais on verra sans doute, d'ici une génération ou deux, lorsque les protagonistes actuels seront trop vieux ou trop décédés pour risquer la taule, se créer une sorte de Commission Bergier 2.0 pour

«essayer de comprendre» comment les autorités suisses de 2020-2021 ont pu «collaborer» avec une dictature sanitaire ayant conduit à la destruction de sociétés entières sous couvert de pandémie. Ce jour-là, l'enquête de Riva et Tinari intitulée «Science en mode pandémie: l'étrange cas de la Swiss National COVID-19 Science Task Force» figurera en bonne place dans le dossier à cause des faits accablants qu'elle met en lumière. On y découvre le statut et le mode opératoire plus qu'étranges de cette commission dont les délibérations ont un impact colossal sur le destin de la Suisse et de ses habitants, mais ne laissent aucun procès-verbal! On y relève en premier lieu, exemples à l'appui, que cette «Task Force» a passé son temps à émettre des «scénarios apocalyptiques» bidon:

«Les scénarios, les analyses et les modèles produits par ces chercheurs se sont régulièrement avérés faux. A commencer par les chiffres que Christian Althaus, Emma Hodcroft, Richard Neher et Marcel Salathé avaient articulés dans une première lettre adressée, en février 2020 au conseiller fédéral Alain Berset. Les taux spectaculaires de cas graves, d'hospitalisations et de décès qu'ils y avançaient s'appuyaient notamment sur la modélisation totalement erronée de l'Imperial College London. Évidemment, en février 2020, il était difficile d'être sûr de quoique ce soit concernant le virus SARS-CoV-2. Mais le constat est identique pour les scénarios que la Task Force et certains de ses membres ont présentés par la suite au fil des points de presse et de leurs interventions

dans les médias: ils se sont souvent et lourdement trompés...»

Un consultant pour une compagnie privée qui se trompe à répétition et qui critique régulièrement son client en public serait remercié. A Berne, il est flatté et congratulé. Au point d'avoir la tête qui enfle jusqu'à ne plus passer les portes. Les extraits de la correspondance avec le très médiatique virologue Didier Trono témoignent d'une telle arrogance que j'ai été obligé de téléphoner à Catherine Riva pour vérifier leur authenticité. Les deux journalistes, qui s'étaient penchées sur la «policy brief» que la Task Force a consacrée aux tests PCR, lui avaient demandé «des références sur lesquelles les experts fondaient leur affirmation et sur lesquelles les laboratoires basaient leurs pratiques». La réponse fut un argument d'autorité. Sur quoi les enquêtrices furent obligées de lui rappeler les principes de la médecine basée sur les preuves:

«Malheureusement, en médecine fondée sur les preuves (Evidence-Based Medicine ou EBM), les avis d'experts, aussi éminents soient-ils, ne sont pas considérés comme des preuves tant qu'ils ne sont pas étayés de manière transparente par l'évidence clinique. Il en va de même pour les pratiques d'acteurs comme les laboratoires: le fait qu'elles soient courantes ne suffit pas, il faut pouvoir vérifier sur quel type de preuves elles reposent.»

La réponse de Trono commence par: «Dispensez-moi s'il-vous-plaît des sermons sur l'EBM...» et se poursuit, en résumé, ainsi: je sais mieux

que vous ce que sont les preuves en médecine, c'est pourquoi je ne vous en donne pas. Allez vous faire voir...

Diplomatiquement, les auteurs de l'enquête concluent:

«Didier Trono s'est encore exprimé longuement dans ce mail, sans répondre toutefois à la question que nous lui posions... Récapitulons: en dépit de l'importance des tests PCR dans la crise actuelle, la Task Force et l'OFSP estiment que s'appuyer sur des pratiques suffit et qu'il n'est pas nécessaire de présenter de preuves transparentes de leur bon rapport bénéfice/risque.»

Oui, vous avez bien lu: *il est impossible, en Suisse, de savoir sur quelles références scientifiques sont basées les recommandations de ces experts concernant la conduite et l'interprétation d'un test capital dont dépend la comptabilité des «cas» et, à travers elle, toute la gestion de l'état d'urgence pandémique dans le pays! Ou plutôt: on sait qu'elle dépend de l'estimation non référencée d'une commission d'experts non élus qui ne laisse même pas de procès-verbaux...*

Sommes-nous encore dans la science? Non bien entendu. L'esprit scientifique commence par une vertu, l'humilité, contre laquelle la Task Force semble efficacement vaccinée. Sommes-nous dans l'abus de pouvoir? Évidemment, oui. Sommes-nous dans le conflit d'intérêts? C'est plus que probable, encore que cette question pâlit en regard du reste. Le financement massif des instituts de recherche d'où sont issus nombre de ces savants par des instances privées

— par exemple, l'industrie pharma — est un fait totalement admis, comme Catherine Riva me l'a rappelé citant un article publié par Swissinfo en février 2020: en Suisse, plus de «deux tiers du financement de la recherche provient de l'industrie privée. Les domaines les plus importants sont liés aux industries pharmaceutique, chimique, électrique et métallurgique». Une corruption systémique n'est plus de la corruption.

Les rapports entre le pouvoir et ses «experts» sont un élément clef de la dérive dictatoriale des gouvernements et devraient être étudiés avec attention. En Allemagne, on vient d'apprendre⁽¹⁾ que le gouvernement «commandait» des études apocalyptiques pour justifier des mesures répressives. En Suisse, dans quel sens va la pression? Du politique au «scientifique» ou vice versa? N'importe le cas de figure, on découvre peu à peu l'étendue des abus de pouvoir que le peuple suisse, ses médias de masse et ses corps législatifs contemplant avec une passivité ovine. Des techniciens et des chercheurs étroitement spécialisés jouissent d'un pouvoir dont ils n'auraient jamais pu rêver. Ils ne semblent pas prêts à le lâcher. D'autant moins qu'il n'est assorti d'aucune responsabilité.

PRIÈRE DE CREVER POLIMENT

Pendant ce temps, un peuple habitué à croire aveuglément en ses autorités se laisse violer sans un cri⁽²⁾. Les cafetiers et les restaurateurs abandonnent discrètement leurs affaires, évitant même d'incommoder l'oreille

de l'administration avec le fracas d'une cascade de faillites. Les élus dorment du sommeil profond des pages de la Belle au Bois dormant. Des pétitions et des initiatives s'enchaînent sans la moindre perspective réelle de succès.

Pour revenir en arrière aujourd'hui, le gouvernement devrait accepter de perdre la face et, surtout, répudier les conseillers qui l'ont amené dans ce cul-de-sac à coups de prédictions catastrophistes et fausses. Mais à voir la composition de cette académie de Coronafoirus, cela reviendrait à révoquer la Science même qui génère ces adorateurs du Nombre et ces théologiens du Principe de Précaution. Une Science désormais fermement «parrainée» par l'intérêt bien pesé de l'industrie et de la finance.

Peu de risques d'une telle révolution! Encore moins lorsqu'on songe que l'Helvétie héberge sur son sol les institutions clefs de la covidéologie planétaire. Et que cette «vocation internationale» est l'un de ces stéréotypes absolus que personne en Suisse n'ose mettre en question.

«Plutôt crever! — Chiche!»

Pendant que je consigne la chronique de ce morne suisside, un article dissonant et plutôt allègre me tombe sous les yeux. Sur son blog, le journaliste Christian Jacot-Descombes décrit la vitalité avec laquelle les Colombiens défendent la *vie* contre la *non-mort* covidéologique:

«Si la déprime collective qui ravage le Vieux Contient n'existe pas dans la patrie de Shakira, ce n'est pas seulement parce que la misère (sanitaire) est moins pénible au soleil, c'est aussi parce que les Colombiens n'accordent que peu de crédibilité et de légitimité à ceux qui les gouvernent et, par conséquent, ne se soumettent à l'Autorité qu'avec une saine distance.»

Cette *saine distance* à l'égard d'un pouvoir devenu erratique est en train de devenir une priorité de notre survie. Elle commence par cette pensée impensable que Jacot-Descombes a osé poser en titre: *Pourquoi il faut se préparer à désobéir.*(3)

NOTES

1. Voir Slobodan Despot: «Nos terroristes sont bien imprudents...», Antipresse 272 | 14/02/2021.
2. Le 19 février, l'association collectif-santé.ch organisait une conférence de presse au sujet d'un courrier de mise en garde concernant le port du masque chez les enfants. Son animatrice m'a rapporté qu'ils avaient eu beaucoup de peine à obtenir une salle: les propriétaires étaient effrayés par l'idée même qu'on puisse contester la politique sanitaire des autorités...
3. Il convient de se rappeler que c'est bien le Conseil fédéral suisse *in corpore*, non les experts ou tel ministre particulier, qui porte la responsabilité de l'ensemble des mesures prises depuis le début de la crise.



ENFUMAGES par Eric Werner

Terrorisme, contre-terrorisme: le droit comme variable d'ajustement

ON SE DEMANDE PARFOIS À QUOI SERT LE DROIT. ON POURRAIT ÊTRE TENTÉ DE DIRE: À RIEN. MAIS IL NE FAUT PAS CÉDER À CETTE TENTATION. IL SERT BIEN SÛR À QUELQUE CHOSE. MAIS À QUOI?

Dans son livre sur les *Assassinats ciblés* (entendez par là ceux pratiqués à distance à l'aide de drones armés, en particulier dans le cadre de la «guerre contre le terrorisme»: l'État d'Israël et les États-Unis se sont particulièrement illustrés en la matière) la politologue Amélie Férey apporte une réponse indirecte à cette question⁽¹⁾.

« La guerre est un caméléon », disait il y a deux siècles Clausewitz. Tout le monde sait que la guerre s'est aujourd'hui beaucoup transformée. Elle a même subi ces dernières

décennies une véritable mutation. Pour relativiser les choses, on dit volontiers que les frontières entre la paix et la guerre sont devenues flottantes. On ne sait plus exactement où finit la paix et où commence la guerre. Mais cette manière de voir est trompeuse. Ce qu'il faut dire plutôt, c'est que l'aire d'extension de la guerre s'est beaucoup élargie. Quand on dit que les frontières entre la paix et la guerre sont devenues flottantes, on veut dire en fait (sans trop oser le dire, il est vrai) que la guerre occupe aujourd'hui *beaucoup plus de place*

qu'elle n'en occupait autrefois: à la limite même qu'elle a tout envahi. C'est ça, aujourd'hui, la réalité.

La «guerre contre le terrorisme» en est un exemple, mais ce n'est pas le seul. Il devient très difficile aujourd'hui, par exemple, de distinguer la criminalité de la guerre. En réalité la criminalité représente elle-même, bien souvent, une forme de guerre, mais larvée. C'est ce qu'on constate aujourd'hui en nombre d'endroits de la planète, y compris en Europe. D'une manière générale, chacun voit bien aujourd'hui que les États ne sont plus aujourd'hui *seuls* à faire la guerre. Ils étaient autrefois seuls à la faire (au moins en Europe: c'est ce qu'on appelle «l'ordre westphalien», en référence aux traités de Westphalie de 1648, qui ont mis fin à la guerre de Trente ans), mais ce monopole leur est aujourd'hui contesté. L'État est certes encore considéré comme *plus légitimé* à la faire que les groupements armés non étatiques, mais ce n'est justement qu'une légitimité relative. Ceux qui font la guerre ne se demandent pas trop d'ailleurs s'ils ont le droit ou non de la faire: ils la font, c'est tout.

EXTENSION DU DOMAINE DE LA CONFRONTATION

Bref, on assiste aujourd'hui à un *élargissement* de la guerre en tant que concept, élargissement qui fait que la guerre recouvre aujourd'hui des situations d'une beaucoup plus grande diversité qu'autrefois, au regard aussi bien de ceux qui la font que des formes qu'elle revêt. De ceux

qui la font: ce peut-être l'État, mais aussi, comme on vient de le dire, des groupements armés non étatiques, parfois même des individus isolés (les fameux «doups solitaires»). Des formes qu'elle revêt: on vient d'évoquer le terrorisme, mais le recours à cette forme particulière de guerre qu'est le terrorisme n'est pas le fait seulement d'un certain nombre de groupements armés non étatiques. Il est bien souvent aussi le fait de l'État lui-même. C'est ce que montre justement l'exemple des «assassinats ciblés». On est en plein ici dans ce qu'on appelle le terrorisme d'État. Ce qui s'explique bien d'ailleurs. Lorsque l'État est amené à devoir se défendre contre ceux recourant à cette forme particulière de guerre qu'est le terrorisme, il est tout naturellement conduit à y recourir lui-même.

Sauf qu'on se heurte ici au droit. Le propre du droit, en effet, est de tracer certaines limites à ce qu'on a le droit de faire, au sens où même lorsqu'on fait la guerre on ne peut pas *tout* se permettre. Un certain nombre de choses, oui, mais tout, non: s'en prendre à des civils désarmés, par exemple, ou encore faire exploser des bombes dans une rue passante. C'est contraire aux «lois de la guerre». On pourrait être tenté à partir de là de dire que les personnes qui commettent ces crimes devraient elles-mêmes être coupées en petits morceaux. Mais là encore le droit trace certaines limites. On ne peut pas *tout* se permettre avec les terroristes. Autant que possible il faut les

arrêter et les juger, mais on n'a pas le droit par exemple de les torturer pour leur arracher des informations, ni davantage de les assassiner par drones dans des pays tiers où ils auraient trouvé refuge.

Il est évidemment possible de passer outre, c'est ce que font les services spéciaux. Ces derniers ont l'habitude de s'asseoir sur le droit, c'est même pour cela qu'ils ont été inventés. Mais c'est souvent risqué. Pour résoudre les problèmes que leur posent les groupements armés non étatiques, les États occidentaux ont souvent recours aux services spéciaux. Ma main droite ignore ce que fait ma main gauche. Mais ils ne se limitent pas à y avoir recours. Ils font aussi autre chose, et c'est beaucoup plus intéressant. Le droit se construit toujours à partir d'une certaine réalité, réalité qu'il reflète puisqu'il s'est construit à partir d'elle. Mais comme la réalité est changeante, il cesse aussi très vite de la refléter. Il est donc nécessaire de le réécrire périodiquement, c'est ce qui s'est passé en l'occurrence: on s'est employé à le réécrire. Chacun comprendra bien en effet qu'il est

plus confortable d'assassiner les gens en étant en accord avec la loi qu'en la violant.

LA LOI? ON NE LA CONTOURNE PLUS, ON LA RETOURNE!

Les groupes armés ne se posent évidemment pas ce genre de questions. Ils se moquent en effet bien de



savoir si la guerre qu'ils mènent respecte ou non le droit existant. L'État, en revanche, moins. Il est pour lui d'une certaine importance qu'on *croie* au moins qu'il le respecte. Il y va de son image, autrement dit de sa propre respectabilité (et légitimité). C'est ce qu'ont bien compris Israël et les États-Unis. Chacun à leur manière (Amélie Férey montre bien les différences), ils ont fait en sorte de

se mettre en règle avec la loi, tout simplement en changeant la loi. Il n'y avait pas de place dans l'ancien droit de la guerre pour les assassinats ciblés? Qu'à cela ne tienne: on le change. (Notons-le au passage, c'est ce qu'ont fait aussi la France et nombre d'autres pays avec leurs propres lois antiterroristes. Là aussi, en effet, on adapte la loi à la pratique).

On débouche ainsi sur ce paradoxe,

qui est qu'en principe la loi est là pour limiter l'arbitraire des gouvernants, le tempérer, alors qu'en l'espèce, elle le consacre. Ce paradoxe est au cœur même du livre d'Amélie Férey, qui se voit ainsi tiraillée entre l'amour qu'elle porte aux lois et la triste réalité; réalité, au demeurant, dont elle brosse un tableau fidèle et sans complaisance. Sauf, comme elle le montre également très bien, que les lois ne sont en aucune manière extérieures à la réalité. Leur instrumentation même par l'Etat le prouve assez.

« Il semble donc que la discussion légale autour des assassinats ciblés conduit à une légitimation des pratiques mais ne s'accompagne pas nécessairement d'une meilleure régulation de ces dernières. L'accent mis sur la légitimité formelle des assassinats ciblés peut contre-intuitivement contribuer à accroître le pouvoir discrétionnaire de l'État » (p. 168).

En ce sens, on ne saurait dire que le droit ne sert à rien. C'est toujours un *plus* pour le pouvoir. Il est toujours utile pour le pouvoir, quel qu'il soit (et quoi qu'il fasse), d'apparaître comme un bon et fidèle serviteur de «l'État de droit». Mais encore une fois il faut l'adapter à la réalité.

LA FACE CACHÉE DE LA LUNE

Au-delà, évidemment, se posent un certain nombre de problèmes. Si les assassinats ciblés interpellent comme ils le font, c'est qu'on part de l'idée que ces pratiques contreviennent aux valeurs de la démocratie libérale, valeurs dont se revendiquent les États occidentaux. Mais justement, on pourrait se demander s'ils sont tellement légitimés à s'en revendiquer. Cette question se pose en toutes sortes de domaines, mais celui-là en particulier. Quand on écrit sur le terrorisme et la «guerre contre le terrorisme», on ne saurait en particulier négliger le fait que nombre d'États occidentaux ont *eux-mêmes*, ces dernières années, apporté un soutien actif aux mouvements terroristes, ceux notamment se réclamant de l'islam intégriste. C'est la face cachée de la Lune, elle est aujourd'hui bien documentée(2). Cela aussi interpelle. Je ne suis pas en train de relativiser les assassinats ciblés, moins encore de les banaliser: je les remets simplement dans leur contexte. Entre le terrorisme et la «guerre contre le terrorisme», la continuité est plus grande qu'il n'y paraît.

NOTES

1. Amélie Férey, *Assassinats ciblés: Critique du libéralisme armé*, CNRS Éditions, 2020.
2. Cf. p. ex. Jürgen Elsässer, *Comment le Djihad est arrivé en Europe*, Xenia, 2006.



Passager clandestin

Konstantin Bogomolov: L'enlèvement d'Europe 2.0

« LES "DISSIDENTS" RUSSES NOUS DISENT: LA RUSSIE EST À LA TRAÎNE DU PROGRÈS. NIET! PAR UN CONCOURS DE CIRCONSTANCES, NOUS SOMMES LA VOITURE DE QUEUE D'UN TRAIN FOU LANCÉ À TOUTE ALLURE VERS UN ENFER BOSCHNIEN OÙ NOUS ATTENDENT DES DÉMONS MULTICULTURELS ET "DÉGÉNÉRÉS". IL NOUS FAUT SIMPLEMENT DÉTACHER NOTRE WAGON, FAIRE UN SIGNE DE CROIX ET COMMENCER À CONSTRUIRE NOTRE PROPRE MONDE. RECONSTRUIRE NOTRE BONNE VIEILLE EUROPE. L'EUROPE DONT NOUS AVONS TANT RÊVÉ. L'EUROPE QU'ILS ONT PERDUE. L'EUROPE DE L'HOMME SAIN.»

Telle est la conclusion d'un manifeste intitulé «L'enlèvement d'Europe 2.0» et signé Konstantin Bogomolov. Poète et metteur en scène prolifique de la scène moscovite, pour le moins non conformiste, Bogomolov s'était profilé dans les manifs antipoutiniennes de la dernière décennie. Il avait défrayé la chronique mondaine en convolant en 2019 avec Xénia Sobtchak, candidate malheureuse aux élections à la présidence et blogueuse omniprésente dans les médias branchés pro-occidentaux. L'un et l'autre n'en étaient pas à leur premier exercice de provocation lorsqu'ils avaient affré un luxueux corbillard pour

le cortège nuptial hypermédiatisé qui les avait amenés à l'une des églises emblématiques de la capitale.

Qui aurait pu s'attendre à ce qu'un représentant de l'intelligentsia «créative» comme Bogomolov dénonce le nouveau totalitarisme occidental, comme Alexandre Zinoviev l'avait fait vingt ans plus tôt? Ce texte partiel et enlevé, qui a suscité une avalanche de polémiques en Russie, est à lire comme un signe des temps. (Jean-Marc Bovy)

LE MANIFESTE BOGOMOLOV

ORANGE MÉCANIQUE

L'homme est une belle créature, mais aussi une créature dangereuse. Comme l'énergie atomique, il a des pouvoirs à la fois créatifs et destructeurs.

Gérer cette énergie, limiter sa puissance destructrice et encourager sa puissance créatrice est une tâche ardue. La tâche de construire une civilisation complexe basée sur la complexité de l'humain. C'est ainsi que le monde occidental s'est développé jusqu'à une époque récente. Maîtriser par la religion, la philosophie, l'art et l'éducation la face obscure de l'homme, mais aussi laisser cette obscurité s'échapper par les mêmes soupapes, comme la vapeur d'une chaudière surchauffée.

Au XXe siècle, cette pile nucléaire qu'est l'humain avait échappé à tout contrôle. Le nazisme fut son Tchernobyl. Le choc et la terreur de l'Europe face à cette éruption du primaire humain étaient insupportables.

Libéré du nazisme, l'Occident a décidé de se prémunir contre un «accident nucléaire» en éliminant cet homme complexe.

C'est ce même type humain que l'Europe a façonné pendant des siècles de christianisme, l'homme décrit par Dostoïevski: à la fois élevé et bas, ange et diable, aimant et haïssant, croyant et pris de doute, pensant et fanatique. L'Europe a eu peur de la bête dans l'homme, ne réalisant pas que la part animale dans l'humain est aussi naturelle et organique que sa part angélique. N'ayant pas la force de surmonter intellectuellement et spirituellement les conséquences du nazisme, l'Europe a décidé de castrer l'homme complexe. Châtrer sa sombre nature, emmurer à jamais ses démons.

En son temps, Kubrick a tourné *Orange mécanique*, un film sur des jeunes ensauvagés qui terrorisent la cité sous l'influence de la drogue, tabassant et violant les paisibles citoyens. Une fois le chef du gang capturé, on lui propose une thérapie

expérimentale en échange d'une libération anticipée: fixant ses paupières pour les empêcher de se refermer, on lui montre des heures durant des scènes de violence tout en lui passant la musique de son Beethoven adoré. Au bout du compte, le jeune homme n'est pas seulement débarrassé de son agressivité: la musique le rend malade, il ne peut plus voir une femme nue, le sexe le dégoûte. En réponse aux coups de fouet, il lèche les bottes de son fouetteur.

L'Occident moderne est un semblable criminel qu'on a chimiquement castré et lobotomisé. D'où, sur le visage de l'homme occidental, ce faux sourire de bienveillance et d'assentiment. Ce n'est pas le sourire de la culture, c'est le sourire de la dégénérescence.

LE NOUVEAU REICH ÉTHIQUE

L'Occident se considère comme une société «vouée» à la réalisation des libertés individuelles. En réalité, l'Occident lutte aujourd'hui contre l'individu en tant qu'énergie complexe et dangereuse à manier. Dans cette lutte, les fonctions de poursuite, de jugement et d'isolement ne sont pas supprimées, mais déléguées par l'État à la société. L'État, représenté par la police et les forces de l'ordre, s'est «humanisé», mais la société prétendument progressiste a assumé le rôle d'une nouvelle phalange, avec l'aide de laquelle le même État combat la dissidence avec une efficacité redoublée.

Le monde occidental moderne est en train de devenir un nouveau Reich éthique avec sa propre idéologie: la «nouvelle éthique». Le national-socialisme, c'est du passé. Le socialisme éthique est devant nous. Le socialisme *queer*. Siemens, Boss et Volkswagen ont fait place à Google, Apple et Facebook, et **les nazis ont été remplacés par un mélange non moins agressif d'activistes queer, de féministes et d'éco-psy-**

chopathes qui sont tout aussi désireux de reformater totalement le monde.

Les régimes totalitaires traditionnels avaient supprimé la liberté de pensée. Le nouveau totalitarisme non conventionnel est allé plus loin et veut contrôler les émotions. Limiter la liberté d'émotion d'un individu: c'est le concept révolutionnaire du Nouveau Reich éthique.

Les sentiments et les pensées ont toujours été la zone privée de l'homme. Ses mains pouvaient être ligotées, mais son cœur et son cerveau étaient libres. C'était là le contrat social tacite de la civilisation européenne, qui voyait l'homme comme un réceptacle d'émotions et d'idées, où la haine est l'envers de l'amour: une composante certes complexe et dangereuse, mais nécessaire et importante de la personnalité humaine.

Dans la société nazie, l'homme avait été dressé comme un chien à haïr l'autre. Dans le Nouveau Reich éthique, l'homme est dressé à aimer et privé du droit de haïr librement.

Vous ne pouvez plus dire «Je n'aime pas ceci...», «Cela ne me plaît pas...», «J'ai peur...». Vous devez coordonner vos émotions à l'opinion publique et aux valeurs communes.

Or les valeurs communes sont devenues un nouveau Mur des Lamentations, où tout individu malheureux, offensé ou simplement malhonnête peut non seulement apporter sa note, mais aussi exiger qu'un nouveau Dieu - la Société progressiste - inscrive son insulte, son drame, sa peur ou sa maladie sur les listes d'une nouvelle Unesco éthique, lui confère un statut socialement éminent, lui alloue un budget et lui affecte un quota spécial dans toutes les sphères de la vie publique. Et quiconque affirme qu'un grief est futile, qu'une maladie est soignable ou qu'un drame personnel est votre affaire intime sera la cible d'une puissante machine répressive: cette même opinion publique.

TOUS CONTRE UN

Les réseaux sociaux sont devenus l'outil idéal de cette nouvelle machine répressive. Tous les citoyens «bienveillants» et «actifs sur les réseaux» en sont les collaborateurs virtuels. Ils ne portent pas d'uniforme, ils n'ont ni matraque ni taser, mais ils ont des gadgets, une soif de pouvoir philistine et une passion tacite pour la violence doublée d'un instinct grégaire. Ils n'ont pas de prérogatives légales, mais ils tiennent la haute main sur le plan moral. Et à la lumière des récents événements aux États-Unis, il est évident qu'il ne s'agit pas simplement d'une foule spontanément rassemblée sur les réseaux: ils sont soutenus par les autorités, le nouveau ministère de la vérité représenté par les propriétaires des géants de l'Internet.

Les réseaux ont conféré à ces nouveaux violeurs l'anonymat, l'absence de contact et - par conséquent - l'impunité. Foules virtuelles, lynchages virtuels, intimidation virtuelle, violence virtuelle — mais isolément mental et social *réel* de ceux qui sortent du rang. Ces mouchards et ces loups-garous du web jouent habilement de la peur éternelle de l'humain de se retrouver seul contre tous les autres.

Dans l'État nazi, un artiste pouvait perdre son emploi et sa vie à cause de son art «dégénéré». Dans le «bel» État occidental du futur, un artiste peut perdre son emploi parce qu'il soutient un mauvais système de valeurs. Cependant, il ne s'agit plus seulement de l'artiste comme figure d'influence. La situation évolue de manière fulgurante. Aujourd'hui, le plus modeste assistant de recherche dans une institution de province américaine, ou un simple étudiant pacifique et parfaitement à sa place peut être expulsé à cause de sa «mauvaise» opinion de la vie politique ou publique actuelle. Et puisque c'est la société et non l'État qui prend ces mesures répressives, ces excommunications sont appelées actes de solidarité sociale, sanc-

tifiées par la juste colère des personnes «libres» et «progressistes», qui exigent que les hérétiques se mettent à genoux, auquel cas elles seraient prêtes à leur accorder leur absolution et avec elle le droit de travailler et de créer. C'est ainsi que l'on est amené à l'autocastration comme seul moyen de survivre dans ce nouvel État orwellien.

LA CONTRE-RÉVOLUTION SEXUELLE

Le Nouveau Reich a déclaré la guerre à la mort. Une guerre à la nature humaine, au sein de laquelle le vieillissement et la mort font partie d'un incompréhensible plan divin. La poursuite de la jeunesse éternelle est devenue l'idée fixe de la nouvelle société occidentale. La raison en est évidente: la mort est imprévisible et divine. Or les socialistes *queer*, comme les national-socialistes, comme les communistes, ne reconnaissent nul autre pouvoir que celui de leur Idée. L'Idée et la Raison sont leurs divinités. Ou plutôt, ils sont eux-mêmes des dieux et voient l'homme non pas comme un mystère, mais comme un objet d'expérimentation, comme de la viande. La guerre à la mort est une guerre au mystère de l'être. Une guerre absurde et stupide contre l'éternité.

Mais là où il y a guerre contre la mort en tant que donnée divine, en tant qu'issue mystique, il y a aussi, inévitablement, guerre contre la vie. Car la vie est aussi imprévisible que la mort. Tout aussi incompréhensible. Et donc incontrôlable et dangereuse.

L'Europe est rapidement passée de la révolution sexuelle, qui avait tenu lieu de nouvelle Renaissance européenne post-nazie, à une lutte à mort contre l'énergie du sexe, la partie la plus vitale, la plus émotionnelle et la plus incontrôlable de l'existence humaine.

Car le sexe, c'est la liberté. Le sexe,

c'est le danger. Le sexe, c'est l'animal dans l'homme. Mais surtout, le sexe, c'est la naissance de la Vie.

Le christianisme conférait à l'acte sexuel un caractère sacré. Divinité et beauté. L'érotisme était un sujet de l'art. Le désir était une inspiration. Le sexe, une jouissance sacrée de l'Amour. La naissance, un miracle.

Le Nouveau Reich considère le sexe comme de la production et les organes sexuels comme des instruments. Conformément aux préceptes socialistes du passé et dans le cadre du nouveau socialisme *queer*, il met en commun les outils de production et les redistribue, tout en optimisant la production elle-même et en la plaçant sous le contrôle de l'État social, rendant l'appartenance sexuelle indifférente.

L'incendie de Notre-Dame de Paris n'est pas un signe de la chute de l'Europe chrétienne sous les assauts des musulmans. C'est un signe étrange et mystique de la guerre du Nouveau Reich contre le mystère sacré de la vie et de la mort révélé par la Croix.

LES FRONTIÈRES ET LA NOUVELLE THÉORIE RACIALE

La société transfrontalière et la globalisation sont des composantes du nouvel empire totalitaire. Autrefois, le dissident avait la possibilité de quitter sa société d'origine et d'en trouver une nouvelle. Les frontières garantissaient la liberté individuelle: la diversité des systèmes éthiques et de valeurs permettait à l'être humain de se trouver un environnement de vie et d'accomplissement adéquat — ou à tout le moins, un environnement qui le tolère et qui ne l'empêche pas de vivre.

Le magazine de l'Antipresse est une publication de INAT Sarl. Conception, design et réalisation technique: INAT Sarl, CP 429, 1950 Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

Le Nouveau Reich éthique vise à l'expansion et l'unification des sociétés. Il instaure ainsi un nouveau village global, où le dissident n'a nulle part où se cacher des gardiens de la pureté éthique.

La pureté éthique a remplacé la pureté raciale. Aujourd'hui, en Occident, ce n'est plus la forme du nez ou la nationalité qui est examinée au microscope, mais le CV éthique de chaque individu qui se démarque: n'y aurait-il pas là-bas, tout au fond de votre passé, du harcèlement, de l'abus ou ne serait-ce qu'une déclaration qui ne correspond pas au nouveau système de valeurs? Si tel est le cas, tombez à genoux et repentez-vous!

L'EUROPE QU'ILS ONT PERDUE

La révolution a isolé la Russie de l'Occident pendant près d'un siècle. Libérée du bolchevisme dans les années 1990, la Russie s'est précipitée vers l'Europe. Elle cherchait à se faire accepter, voulait apprendre, rêvait de retrouver son statut de pays européen. Et puis se réapproprié les valeurs européennes, les valeurs de la belle Europe d'avant-guerre. Une Europe qui n'avait pas peur de l'homme dans toute sa complexité. Qui respectait sa liberté d'aimer et de haïr. Une Europe consciente que la nature avait créé l'homme comme un être complexe, contradictoire et dramatique, et qui ne se considérait pas autorisée à s'immiscer dans les desseins supérieurs. Une Europe pour laquelle la principale valeur de l'homme tenait en son individualité, exprimée non pas dans sa façon particulière de faire l'amour, mais dans sa façon de penser et de créer. Où la créativité elle-même consistait à créer des peintures, de la musique, des textes, et non à remodeler son propre corps ou à inventer de nouvelles options de genre.

C'était l'Europe que la Russie recherchait dans les années 90. C'était ce qu'elle-même rêvait de devenir.

Est-il nécessaire aujourd'hui de se cher-

cher à tout prix des alliés là où il n'y en a pas?

L'Europe est une cerisaie abandonnée et désaffectée. Les Firs y fuient la foule des migrants, les Ranevsky sniffent de la cocaïne pour ce qu'il leur reste de santé, les Petya Trofimov écrivent des lois européennes, les Anya s'y découvrent gay, et les séniles Gaïev, tel le vieux Biden, marmonnent des sentences toutes faites sur la bonté et la justice.(1)

La Russie actuelle est très loin de cette Europe à laquelle elle aspirait. Et, de toute évidence, elle ne veut pas rejoindre le nouveau *panopticon* européen.

Nos progressistes et nos occidentalistes insistent: la Russie a toujours été et demeure encore un pays de brutes et d'esclaves. C'est en grande partie vrai. Mais il est également vrai que les longues années de vie dans des conditions d'absence de liberté, la peur du camp incrustée dans les gènes, la délation, mais aussi le mutisme et la violence comme moyens de survie et d'autodéfense du peuple contre les autorités et des autorités contre le peuple — toutes ces choses ne nécessitent pas une nouvelle révolution, mais de la patience et de la thérapie.

J'ai horreur de l'esprit de violence et de l'atmosphère de peur. Mais cela ne signifie pas que j'accepterai la transformation d'un pays de brutes et d'esclaves en un pays où l'on ne frappe plus par réflexe de peur, mais par exigence du cœur, où l'on n'empoisonne pas par veulerie, mais par ouverture d'esprit, où des Schwonders(2) BLM de toutes les couleurs (y compris blancs) entrent dans les maisons pour exiger des professeurs qu'ils s'agenouillent, partagent leur espace de vie et donnent leur argent pour aider des Floyds affamés.

La Russie a vécu tout cela en 17. Et les écritures inclusives et autres déformations du langage, et la volonté de s'affranchir de l'identité sexuelle ou culturelle, et les assemblées discutant de moralité, et les

revendications de masse des travailleurs, et même des enfants qui trahissent leurs parents — ainsi que cela s’est produit récemment aux États-Unis, où une fille démocrate a dénoncé ses parents trumpistes à la police(3) en découvrant qu’ils avaient participé à la prise d’assaut le Capitole. Tout cela, nous l’avons connu. Et comme il est étonnant de voir le monde occidental, comme s’il rêvait pour la première fois les doux rêves de Vera Pavlovna, et comme il est étrange de voir les yeux brûlants et les discours naïfs des nouveaux *raznotchintsy*(4) russes, dont la répression morale exercée contre les malpensants n’est pas moins ardente que celle de la police anti-émeute.

Or il y a beaucoup de malpensants, et ce ne sont de loin pas des orthodoxes «dormants». Ce sont des gens modernes, joyeux et libres, instruits et prospères, ouverts à la nouveauté, aimant la vie dans toute sa diversité. Des Russes, des Européens, des Américains, qui rêvent secrètement que ces temps étranges et sombres s’en aillent. Ils ont peur d’élever la voix. Ils ont peur d’être cibles du harcèlement en ligne en Russie, d’être moralement terrorisés, de perdre leur emploi et leurs moyens à l’Ouest.

Ils ont besoin de soutien comme d’air pur. Il faut que leurs sentiments et leurs pensées soient formulés en paroles et que ces paroles soient portées par de la volonté et de l’organisation. Ce qui signifie qu’il **temps de formuler de manière claire et intelligible une nouvelle idéologie de droite**, une idéologie à l’écart de tout dogmatisme radical, mais qui défende de manière stricte et sans compromis les valeurs d’un monde complexe fondé sur une humanité complexe.

Les *raznotchintsy* russes nous disent: la Russie est à la traîne du progrès.

Niet!

Par un concours de circonstances, nous sommes la voiture de queue d’un train fou lancé à toute allure vers un enfer boschien où nous attendent des démons multiculturels et «dégenrés» (*gender neutral*).

Il nous faut simplement détacher notre wagon, faire un signe de croix et commencer à construire notre propre monde. Reconstruire notre bonne vieille Europe. L’Europe dont nous avons tant rêvé. L’Europe qu’ils ont perdue. L’Europe de l’homme sain.

* Source: *Novaya Gazeta*, 10.2.2021.

Traduit du russe par Slobodan Despot.

NOTES

1. Personnages de la *Cerisaie* de Tchekhov (NdT).
2. Figure archétypale de l’agitateur-flic révolutionnaire dans la fable *Cœur de Chien* de Mikhaïl Boulgakov.
3. (Note de la rédaction de *Novaya Gazeta*.) Apparemment, l’auteur mêle plusieurs événements en un seul tout en déformant les faits. La rédaction n’a pas trouvé de preuve qu’aux États-Unis une jeune fille démocrate aurait dénoncé ses parents trumpistes à la police. Cela dit, l’auteur faisait probablement référence à un incident dans la famille d’Helena Duke, 18 ans, du Massachusetts, qui a condamné sa mère républicaine dans un tweet après l’avoir repérée dans une séquence publiée sur les médias sociaux: la vidéo montrait sa mère se battant avec une Afro-Américaine pendant une émeute au Capitole. Un autre événement auquel Bogomolov fait probablement référence s’est produit début janvier au Texas: Guy Reffitt, 48 ans, a menacé de tuer ses enfants s’ils signalaient son implication dans la prise d’assaut du Capitole le 6 janvier. Après ces menaces, son fils, Jackson Reffitt, 18 ans, a contacté le FBI. Guy Reffitt a également menacé sa fille de tirer sur son téléphone si elle publiait quoi que ce soit à son sujet sur les médias sociaux.
4. *Raznotchintsy*: littéralement «roturiers», la classe d’où étaient sortis les dissidents libéraux du XIXe siècle. (NdT)

TRIBUNE · «J'ai le choix» — STOP à la vaccination obligatoire!

«*J'ai le choix*» est le slogan phare de l'initiative populaire fédérale «*Pour la liberté et l'intégrité physique (Stop à la vaccination obligatoire)*». Il est étrange qu'on doive, au XXI^e siècle, rappeler que le citoyen dispose d'un droit sur son corps et ses choix fondamentaux. Nous avons demandé à l'un des membres du comité de l'initiative de nous expliquer l'importance de ce droit.

* Par Charly Pache, <https://nous-terminons.ch>

Le but de cette initiative est simple et fondamental. Elle veut que toute atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'une personne requière son consentement — et que si la personne concernée refuse de le donner, elle ne doive ni se voir infliger une peine, ni subir de préjudices sociaux ou professionnels. Inscrit dans la Constitution, ce paragraphe permettra en outre d'éviter toute discrimination basée sur le statut vaccinal, comme le fameux passeport COVID.

Sous une apparente simplicité, «J'ai le choix» est une phrase puissante. Sa force est de nous rappeler nous avons le pouvoir de choisir *in fine*: dire oui de manière consciente, et non pas résignée, à des décisions qui nous conviennent pleinement ou dire non à des choix imposés qui nous desservent et auxquels nous n'avons jamais souscrit.

Tout au long de l'enfance, nous avons principalement été entraînés à obéir à l'autorité, soumis au regard des autres. Récemment, dans un étrange sursaut de lucidité, est apparue la notion d'autoriser aux enfants à poser leurs limites, à dire non. L'impact de cet apprentissage est cependant limité et nous restons principalement «programmé-e-s» pour donner la priorité à l'obéissance. Une amie m'a appris que dans les classes de ses enfants adolescents, il leur est interdit

de se toucher le visage. Deux avertissements puis une punition flottent comme une épée sur ceux qui ne peuvent résister à un nez qui démange sous le masque. Les enfants multirécidivistes du grattage de nez sont devenus des parias à punir dans notre société. Fermons les yeux pendant une minute, en pensant à notre nez et mettons-nous à leur place. Imaginons la torture mentale d'être ainsi piégé. Actuellement, 29 % des 14-24 ans ont des symptômes dépressifs graves en Suisse. Acceptée, notre initiative poserait les bases d'une meilleure protection de la santé psychique individuelle et permettrait à ces enfants de refuser ce traitement indigne et disproportionné.

Le chaos actuel est bien utile à plusieurs prédateurs et aux imposteurs qui leur apportent leur concours: il leur permet de camoufler une bulle financière dont l'explosion est prévue de longue date due à leurs excès d'inconscience et de mépris, à leur ivresse de pouvoir et de richesses faciles. Les géants qui en sont responsables réussissent à passer sous le radar en montrant du doigt un coupable microscopique. Cette fois, malgré l'adage populaire, on ferait mieux de regarder le doigt qui montre. Magistral tour de passe-passe. Au centre de cette crise financière se love la spirale infernale de l'endettement public et privé, contrebalancée maladroitement par des pansements de création monétaire quasi infinie, mais pas éternelle. La chute de ce château de cartes causera de gros dégâts.

La Suisse est un rouage de ce camouflage des responsabilités et de la réorganisation planétaire antidémocratique en préparation. En arrière-plan, des accords se font, à l'insu du public. Des arrangements discrets principalement économiques et stratégiques. La Suisse digitale. La Suisse des cryptomonnaies. La Suisse pharmaceutique. La Suisse officielle accepte sciemment des concessions, au

détriment de notre capacité d'autodétermination dans le futur. Dans les anti-chambres du pouvoir, certains le savent mais ont peur d'exprimer leur désapprobation. Nous les citoyens, et ceux de demain, risquons de perdre beaucoup de droits et libertés à ce jeu du chantage, de l'urgence permanente et de la fuite en avant.

Revenons en conclusion à notre précieux «J'ai le choix». Sa portée dépasse le cadre de notre initiative, et c'est notre intention. Ce mantra libérateur devrait nourrir chaque action de notre quotidien et nous faire activement conscientiser tous nos choix futurs, au lieu de docilement accepter ce que d'autres ont décidé pour nous. «J'ai le choix» est un appel à l'engagement. La tâche est gigantesque. Les apprentis sorciers qui s'apprêtent dans leur folie égotique destructrice à nous broyer dans une stratégie du choc calculée sont bien organisés et déterminés. Alimenter les peurs leur permet de maintenir la pression et l'obéissance de personnes qui, prises dans l'engrenage, sont elles-mêmes contraintes contre leur gré de faire des concessions avec leur conscience. «J'ai le choix» est un éveil et une béquille sur laquelle se tenir pour reprendre le pouvoir sur soi. «J'ai le choix» est un espoir. Que chacun accepte sa part de responsabilité directe dans la vie. Ceci est vital pour s'épargner les affres d'une société de plus en plus scrutatrice de nos moindres faits et gestes, de nos pensées, dans lesquelles nous ressemblons de plus en plus à des fourmis soumises plutôt qu'à des individus épanouis. Signez aujourd'hui notre initiative pour que collectivement nous puissions rapidement choisir de dire non à l'un des pans de cette folie et donner un signal aux grands architectes planétaires. Répétons ensemble: «J'ai le choix!»

* [Informations et matériel d'initiative sur le site.](#)

LISEZ-MOI ÇA! • «Le feu» d'Henri Barbusse

Ce qu'il apporte. *Le feu* décrit la brutalité de la guerre telle qu'elle est. Publié en feuilleton dans *L'Œuvre*, ce texte connaît un vif succès populaire. Les éditions Flammarion le publieront sous forme de livre, en novembre 1916. Dans ce roman sans intrigue, sans personnage principal, le réel des soldats au front n'est jamais héroïsé, contrairement à ce que l'on peut lire dans les nombreux reportages de propagande que la presse diffuse en censurant et déformant la réalité au nom de l'Union sacrée.

Barbusse s'engage volontairement dans le conflit, et son regard porte sur le quotidien des Poilus qu'il côtoie dans les tranchées. La plupart sont paysans et ouvriers. Ils parlent l'argot et le patois. Cette langue parlée est retranscrite par l'auteur; ce qui le détache des formes classiques romanesques. La peur, la faim et la soif soudent ce peuple qui souffre et qui subit l'effroi d'une civilisation en déclin. La Première Guerre mondiale abat le vieux monde et sa paysannerie pour entrer de plain-pied dans les prémices de la société technocratique et technologique.

Ce qu'il en reste. Les passions des partis, l'aveuglement et l'emprise des traditions sont, pour Barbusse, les causes de la guerre. Avec ce conflit disparaît l'homme en tant qu'individu au nom de la masse et du combattant uniforme. L'homme des tranchées est tragiquement le même, l'Autre n'existe plus. Il est rendu à son état primitif et s'attache à un «destin irrémédiable». D'ailleurs, le narrateur, en tant que «témoin oculaire» reste, lui aussi, anonyme et ses compagnons d'armes n'ont pour noms que des surnoms. L'égalité entre tous prime, vu que la liberté a disparu.

Le feu accouchera d'un Céline et du roman dit «prolétarien». A la fin de la guerre, Henri Barbusse devient un fervent

communiste, alors que d'autres, marqués à jamais par ce conflit, dans un élan de paix, épouseront un pacifisme intégral, qui les pousseront, pour certains, dans les bras du nazisme.

A qui l'administrer? Un prix Goncourt (1916) qui n'a pas vieilli! Un livre, donc, pour tous!

- Henri Barbusse, *Le feu*, Gallimard, 2015. Une suggestion de **Patrick Gilliéron Lopreno**.

COVID-19 - Complotisme ou simple bon sens?

Qu'est-ce qui relie Taïwan à la Suède, la Corée du Sud à la Chine? Le fait que ces sociétés, chacune à sa manière, ont refusé de laisser le Covid-19 leur dicter totalement leur vie. Et pourquoi la Suisse, elle, s'est arrêtée de respirer? Des questions de complotiste que Pierre-Marcel Favre assume pleinement dans un billet subversif, bourré jusqu'à la gueule de chiffres vérifiés et éloquents qui forcent la réflexion...

MARQUE-PAGES - La semaine du 14 au 20 février 2021

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Crimée Que sont-ils allés faire dans cette galère? se demande-t-on en voyant ces Mirage français et leur camion-citerne se faire raccompagner loin de l'espace aérien russe par des Sukhoï-27 effilés comme des lames. Où la France ruinée et enlisée en Afrique tire-t-elle les moyens d'aller jouer aux provocateurs en Mer Noire pour le compte de l'Oncle Sam? Sur le modèle de la grenouille et du bœuf, Erwan Castel raconte la sordide histoire de l'asservissement de son (ex?) pays.

Carême! A l'occasion des 10 ans de sa chaîne RGNR, Thierry Casasnovas a invité Slobodan Despot pour parler de l'expérience du jeûne intégral. L'occasion

de rappeler que nous disposons tous en permanence d'un médecin intérieur!

Démoliation. Faut-il réécrire Molière pour le rendre compatible avec les Youtubeuses modernes? Une belle tribune d'Anne-Sophie Chazaud dans le Figaro-Vox fustige les précieuses ridicules de la censure moderne.

Shakespeare, c'est pire. Après Molière, l'autre grand dramaturge de notre histoire apparaît lui aussi trop «incorrect» pour les cinglés «conscientisés» qui enseignent les nouvelles générations. «Pour la nouvelle génération de professeurs, Shakespeare est moins considéré comme une icône de la littérature que comme un outil d'oppression impériale, un auteur qui devrait être disséqué en classe ou entièrement banni du programme scolaire. "Il s'agit de suprématie blanche et de colonisation", ont déclaré les enseignants qui ont fondé #DisruptTexts, un groupe qui veut que des éléments de base de la littérature occidentale soient retirés ou soumis à une critique féroce.»

La panique, ça suffit! Marcel Tanner, épidémiologiste, a quitté la Task Force helvétique. Il en avait assez de la rhétorique de la peur et du pire. «Il faut dans tous les cas des perspectives et un plan de sortie de crise». C'est une évidence que les autorités en mode hystérique ont manifestement oubliée.

Sus à France-Soir! Le seul média français solidement sceptique à l'égard de la dictature sanitaire est sous le coup de multiples démarches de censure. Une pétition est organisée pour le soutenir. Signons!

Paléobséquiosité. Prudemment, à pas de loup, le festival Paléo de Nyon essaie de sonder ses clients sur leur humeur face aux tracasseries sanitaires (tests, traçage, vaccin, etc.) préalables à l'accès au festival. Ce n'est pas un sondage, c'est un festival du consentement. Il est bon d'y porter quelques voix discordantes!

Technoplice. Vous ne savez pas encore combien votre futur proche ressemble à un cauchemar de science fiction. Allez voir par exemple ce que nous prépare le projet *Roborder*. Ce « jeu

de mots » entre *robot* et *border* prévoit de surveiller les frontières par des essaims de drones autonomes, fonctionnant et patrouillant ensemble.

Pain de méninges

DES HOMMES SANS AILES

Moi je vous reproche de peindre des hommes sans ailes, sans griffes et tout petits. Vous me faites le reproche de démesure, je vous fais le reproche d'aveuglement. Je vois mieux que vous le devenir.

— Jean Giono

L'ANTIPRESSE EST UNE CHRONIQUE
DE LA VIE HUMAINE AU TEMPS DES ROBOTS,
100 % ANIMÉE PAR L'INTELLIGENCE NATURELLE.
DÉJÀ 273 SEMAINES.
PLUTÔT RASSURANT, NON?



AUTO-ASPHALT

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENDO

